

# Marchés financiers en Afrique centrale/Rapprochement entre la Cosumaf et la CMF

## Nécessité de s'accorder sur une marche commune

Innocent M'BADOUA  
Libreville / Gabon

*Rien n'est encore officiel, mais les tractations sont entamées entre dirigeants des deux instances de régulation des marchés financiers sous-régionaux. Les hommes d'affaires et spécialistes des marchés financiers croisent les doigts quant à l'aboutissement d'une telle initiative.*

LES deux organismes de contrôle des marchés financiers de la sous-région Afrique centrale sont désormais animés de bonnes intentions après des années de guerre larvée entre Libreville siège de la Bourse de valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC), et Douala où est logée Douala Stock Exchange (DSE), bourse de valeurs mobilières du Cameroun.

Les deux gendarmes financiers respectifs de ces deux bourses de valeurs mobilières - la Commission de surveillance des marchés financiers de l'Afrique centrale (Cosumaf), et son équivalent au Cameroun, la Commission des marchés financiers (CMF) - ont, selon des sources au-



Photo : Innocent M'Badouma

Jean-Claude Ngbwa, président de la CMF, artisan d'un rapprochement des deux places financières.

torisées, pris attache pour faire cette infructueuse rivalité longtemps entretenue. « Reste à formaliser le cadre d'un dialogue officiel sur la question. Cependant, les échanges oraux ont eu lieu », a indiqué notre source qui soutient que Douala est plus engagé que Libreville sur l'éventualité d'un rapprochement entre les deux instances de contrôle des marchés financiers. On aboutirait, in fine, à des passerelles entre les deux bourses de valeurs mobilières. L'arri-

vé de nouvelles personnalités aux commandes de ces deux institutions, comme celle de Jean-Claude Ngbwa à la tête de la CMF, n'est pas étrangère à ce vent d'attente entre les deux institutions. Et des raisons objectives plaident pour un éventuel rapprochement. « Il est temps de s'asseoir et de discuter de l'avenir du marché financier sous-régional. La BVMAC de Libreville a une seule entreprise cotée en bourse, Siat-Gabon, tandis qu'à Douala, la DSE ne

compte que trois sociétés actives sur le compartiment actions. Même si la BVMAC est plus attractive pour les émissions obligataires, la réalité est peu reluisante pour les deux places financières. Il faut se rendre à l'évidence : il est temps de s'accorder sur une marche commune », a estimé un haut fonctionnaire du marché financier camerounais. Si, pour le moment, on ne peut présager de la forme juridique que prendra cette marche commune des marchés financiers



Photo : D.R

Des passerelles pourraient naître entre Douala Stock Exchange...



Photo : Maxime MIHINDOU

... et la BVMAC à Libreville.

sous-régionaux, il existe, néanmoins, une réelle volonté d'arriver à des passerelles de complémentarité entre les deux instances de régulation de ces marchés

financiers. « Pour le bien des sociétés et PME de la sous-région en quête des capitaux », précise notre haut fonctionnaire.

## Agriculture et développement des zones rurales

### Reconsidérer les pratiques et la gestion des exploitations

F.A. (Sce BAD)  
Libreville/Gabon

*AU moment où le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'apprête à lancer les premières récoltes du manioc issues du programme Graine dans l'Ogooué-Ivindo, il convient de revenir sur l'importance de l'agriculture rurale comme source de développement de l'arrière-pays.*

SELON une récente étude du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), face à la forte pression démographique, les ménages ruraux ont été contraints d'adopter des pratiques agricoles qui assurent leur survie. Malheureusement, les stratégies de sécurité alimentaire de ces ménages n'ont pas accordé beaucoup d'importance à l'accroissement de la productivité des exploitations agricoles, par l'intensification et l'accroissement du rendement des cultures à l'hectare cultivé. Hormis l'agriculture commerciale qui couvre une gamme relativement restreinte de cultures, l'utilisation de semences améliorées, d'engrais inor-

ganiques, d'insecticides et de pesticides est nettement moins répandue en Afrique que dans les autres régions en développement du monde. Souvent, la quantité d'engrais inorganiques utilisés à l'hectare est inférieure à dix kilogrammes de nutriments. Ce qui amoindrit les rendements dans les provinces comme l'Estuaire, où les terres sont souvent surexploitées. Même si, pour l'heure, l'utilisation des produits agrochimiques et/ou de techniques par les exploitants agricoles expatriés, pour lutter contre les maladies végétales et les parasites, reste largement limitée aux produits commercialisés dans les marchés de Libreville et autres agglomérations. La pratique agricole s'est faite aux dépens des autres systèmes d'utilisation des ressources naturelles. Il fallait donc migrer vers de nouvelles terres pour accroître les rendements. L'une des conséquences de ce phénomène a été la destruction constatée des ressources forestières par le défrichage et la surexploitation des terres aux fins de production de bois de feu et d'autres utilisations domestiques. Surtout que certains expatriés y ont vu l'occasion d'aug-

menter leurs revenus en vendant les produits du bois (planches, chevrons, etc.). S'agissant de la pêche artisanale pratiquée dans des régions comme Lambaré, Ebel-Abanga, Makokou, etc., la surexploitation des ressources halieutiques constitue un problème lorsque les ressources communautaires sont exploitées pour générer des profits personnels. L'absence de dispositions réglementaires appropriées et, lorsqu'elles existent, leur mauvaise application, ont eu pour

conséquence directe la baisse actuelle du volume des prises. Cela compromet aussi les chances d'une reconstitution suffisante des stocks de poisson à l'avenir. De plus, malgré la construction des centres de pêches, ces filières n'ont pas bénéficié d'un véritable encadrement pour servir, comme on le voit en Europe, de foyers d'emplois et de revenus pour les ménages. Pourtant, il existe un véritable potentiel, tant comme vivier d'emplois que source de revenus additionnels.

Profitez d'une offre exclusive de Libreville à Johannesburg

A partir de CFA 235,900

aller retour

BAZOOKA

+241 01740511/12 | +241 07797157 | +241 02225214

sales.libreville@rwandair.com

De contacter votre agence de voyage préférée

Valable jusqu'au 31 Mai 2017

Les conditions et modalités s'appliquent

rwandair.com

RwandAir

By the heart of Africa